

**BULLETIN
DE DOCUMENTATION**



24^e Année

18 OCTOBRE 1968

N° 9

**La Situation Internationale après
l'Occupation de la Tchécoslovaquie**

Déclaration faite le 16 octobre 1968 à la Chambre des Députés par
Monsieur Pierre Grégoire, Ministre des Affaires Etrangères.

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
MINISTÈRE D'ÉTAT
SERVICE INFORMATION ET PRESSE

DE DOCUMENTATION BULLETIN



N. 2

18 OCTOBRE 1968

25. Année

La Situation internationale après l'occupation de la Tchécoslovaquie

Publication faite le 16 octobre 1968 à la Chambre des Députés par
Monsieur Pierre Gaspard, Ministre des Affaires Étrangères.

La Situation Internationale après l'Occupation de la Tchécoslovaquie

Le 16 octobre 1968, Monsieur Pierre Grégoire, Ministre des Affaires Etrangères, a fait à la Chambre des Députés une importante déclaration sur la situation internationale après l'occupation de la Tchécoslovaquie.

La déclaration ministérielle a été suivie d'un débat au cours duquel tous les partis politiques ont défini leur position à l'égard de la situation internationale, telle qu'elle a été esquissée par le Ministre des Affaires Etrangères. Le débat a été clôturé par le vote d'une motion proposée par les trois partis nationaux.

Nous reproduisons ci-après le texte de la déclaration du Ministre des Affaires Etrangères ainsi que le texte de la motion adoptée par la Chambre des Députés.

Le coup de Prague ayant ébranlé tout ce qui, depuis quelques lustres, nous semblait fortement établi dans la confiance des hommes comme dans la sécurité des peuples, j'ai voulu, le plus tôt possible, réexaminer devant les parlementaires la situation européenne nouvellement créée. En repensant ensemble certains problèmes selon les exigences de nos responsabilités réciproques, nous aurons à fixer clairement notre position, pour apporter à notre attitude d'hier les changements qui, le cas échéant, vont s'imposer. Dans cet exposé extrêmement concis je m'interdirai tout recours à l'historique de l'affaire tchécoslovaque, afin de concentrer mon attention sur les leçons à tirer des événements, bien connus dans leur implacable déroulement et générateurs, sans aucun doute, de profondes inquiétudes. Je n'hésiterai pas à exprimer mes craintes, parce que j'ai l'espoir de les faire partager par une majorité assez consciente des devoirs complémentaires qu'une erreur d'appréciation dans la définition de notre politique nationale pourrait provoquer à notre charge.

L'extrême gravité de la situation internationale ne provient pas tellement de l'accentuation déséquilibrante des forces militaires en présence, le bloc de l'Est l'emportant manifestement, tant en hommes sous les armes qu'en matériel de destruction, mais des incertitudes créées par le comportement de l'Union Soviétique qui vient de démentir avec éclat son Credo du passé concernant la possibilité d'une coexistence pacifique de toutes les philosophies et de tous les régimes. Ce qui, dans l'abominable entreprise des cinq pays du pacte de Varsovie, déclenchée à l'image de celle d'Hitler, a été lâchement assassiné, avec la liberté tchécoslovaque, c'est une immense confiance, la confiance de l'Europe occidentale qu'à force d'une bonne volonté à toute épreuve, de patience et d'efforts inouïs nous avions réussi à faire naître parmi toutes les nations, les nôtres et celles de l'Est.

La thèse de Moscou concrétisée et actualisée par les événements guerriers, selon laquelle chaque pays à gouvernement marxiste appartiendrait ipso facto à la zone d'influence du Kremlin, est d'autant plus ahurissante et dangereusement cynique que son application ne se limiterait pas aux pays « socialistes » d'aujourd'hui, mais s'étendrait automatiquement à ceux qui, demain, à la suite d'ingérences communistes dans les affaires intérieures de toutes les nations, pourraient être amenés à changer de structure politique. Ce qui veut dire en clair que les frontières politiques soviétiques engloberaient sans discussion possible, la DDR, la Yougoslavie, l'Albanie, la Chine, les parties septentrionales de la Corée et du Vietnam, des régions du Proche et du Moyen-Orient ainsi que de l'Afrique du Nord, en attendant que l'insatiabilité dévorante de l'URSS ait à s'éprouver sur d'autres victimes vaincues et convaincues par la logique perçante des baïonnettes.

La recherche des mobiles de l'action nous conduira infailliblement dans le domaine des conjectures. Qui nous démontrera, en effet, que l'occupation d'un pays prétendument ami aurait été dictée par la prudence, l'Union soviétique ayant eu à constater des progrès rapides dans la désagrégation du bloc communiste, exposé depuis peu à des influences incontrôlables d'ordre libéral et humanitaire ? Sera-ce assez de nous prouver, par une forte énumération de faits, que la même Union aurait voulu sauvegarder sa situation hégémoniale en Orient, dût-elle, pour cela se discréditer aux yeux de tout le monde ? La valeur stratégique de la Tchécoslovaquie est-elle réellement suffisante pour justifier l'acte épouvantable, alors qu'on avait d'autres moyens pour maintenir le pays attaqué dans le giron du « socialisme » ?

Des préoccupations stratégiques sont certainement nées, dans l'esprit des Soviétiques, de considérations idéologiques. Depuis que le Kremlin a étendu sa sphère

d'influence sur les pays arabes, la Méditerranée est devenue pour lui d'une importance capitale. C'est là qu'il est en train d'établir une autre aire de protection, garantissant l'invulnérabilité de ses flancs, et c'est là qu'aboutissent ses visées concernant la fortification de ses positions. De ce point de vue, l'invasion de la Tchécoslovaquie ne marque qu'une étape sur la route vers le bassin méditerranéen. La Yougoslavie pourrait être la seconde, l'accès à l'Adriatique se faisant à travers son territoire. Voilà l'alerte donnée. Et voilà mis à nu le danger que court l'Europe. Ne soyons pas trop sûrs de l'arrêt définitif des armées rouges ! D'autres pressions peuvent suivre, aussi inopinément, et s'attaquer à d'autres points névralgiques de notre continent. Toujours le petit groupe politique qui, chez nous, s'appelle parti communiste, sera prêt à applaudir aux coups de force soviétiques, plongeant dans la misère, le sang et le désespoir des millions d'êtres humains et invitant les barbares à ne pas dédaigner trop longtemps la simple bouchée luxembourgeoise. Le seul crime que ces pauvres opprimés aient pu commettre est celui d'avoir nourri une illusion, d'avoir cru au mythe, selon lequel le bolchevisme, au contact des prédicateurs de la détente, se transformerait en démocratie libérale par pur enchantement. Mais l'Europe, on l'a vu, ne peut pas impunément pratiquer la vertu de la politesse et encaisser des coups de botte; elle ne peut pas offrir des sacrifices au diable, en attendant d'être exaucée par Dieu. Les communistes, à quelque nation qu'ils appartiennent, même en voulant changer de masque pour se donner un visage bon enfant devant le public, ne changeront jamais d'attitude, dès que l'essentiel est en jeu. Leurs petits désaccords, marqués à l'égard de l'affaire tchécoslovaque, alors que pour Budapest tout le monde avait soutenu les Soviétiques, finiront par être noyés dans l'accord général sur la doctrine de base qui est impérialiste par définition. Vouloir donner aux paroles désapprobatrices de certaines sections communistes une signification de détachement ou d'opposition, est absolument irréaliste. Si le coup de Prague a changé beaucoup de choses, il n'est certainement pas arrivé à faire des adulateurs de Staline des adorateurs du libéralisme.

Une autre question m'inquiète d'une façon permanente : Est-ce que l'acte provocateur des Cinq de l'Est a réussi à apporter des transformations fondamentales dans l'esprit des Occidentaux qui se sont mis en Communautés, afin de conjurer les menaces, les malheurs et les dangers de toutes sortes ? L'organisation des Nations Unies, l'OTAN, la Communauté économique européenne, l'Union Européenne occidentale et le Benelux, comment ont-ils réagi et de quelle façon entendent-ils fonctionner dorénavant, pour que les pays-membres ne soient plus pris au dépourvu ?

Eh bien, sur la tribune de l'ONU à New York les envahisseurs ont trouvé les accusateurs et les juges que leur méfait exigeait. Les condamnations ont été sévères, et si des sanctions n'ont pas pu être prises, les marques que les justiciers internationaux ont laissées sur les fronts des oppresseurs me paraissent avoir quelque chose d'indélébile devant l'histoire. Cela, certes, ne sera d'aucun secours direct pour les

victimes, mais, j'en suis sûr, cela les consolera, les réconfortera et les stimulera dans leur décision de résister. Ce qui, dans cette histoire tragiquement terrible, m'apparaît comme le comble du paradoxe, c'est l'attitude indiciblement admirable des Tchécoslovaques qui, face à la force brutale des « conquérants » et face à la carence sans nom d'une alliance des peuples libres, a donné, en silence et par la puissance de son abstention, un exemple de la solidarité courageuse presque parfaite de ses dirigeants appelés à s'appuyer sur l'union monolithique, pour ainsi dire, des citoyens. J'ose espérer que, dans la réunion prématurée du Conseil des Ministres de l'OTAN, prévue pour la mi-novembre, les responsables arriveront à tirer de cet aspect du problème une leçon qui permettra aux nations consternées de l'Occident de comprendre le mutisme des Grands ou, pour le moins, de faire taire un reproche de connivence par division tacite du globe terrestre en deux zones d'influence.

Mais pour nous aussi l'examen froidement objectif de la situation, observée du point de vue de la sécurité nationale, aura des conséquences partiellement déplaisantes. Notre affirmation sans équivoque de l'alliance, à laquelle nous avons adhéré, exigera une participation sincère par l'acte et non pas par les paroles, aux mesures de défense à envisager, le cas échéant par une contribution supplémentaire, une simple intensification de l'instruction militaire, complétée par un armement plus efficace, ne suffisant guère. Je tiens à le dire en toute franchise et à rappeler à la Chambre que, d'une manière ou d'une autre, nous aurons à épuiser toutes les possibilités inscrites dans la loi militaire. Croire que notre paix, à nous, serait à garantir par l'effort accru, tant physique que financier, des autres, exiger une vie individuelle dans l'aisance et la faire dépendre des sacrifices de nos alliés, voilà une attitude qui ne nous gagnera ni les faveurs ni, en cas de crise, la protection absolue de ceux que nous nous refuserons de payer de la même monnaie.

Si j'interprète bien certaines réactions luxembourgeoises à l'acte d'agression commis en Tchécoslovaquie, nous serions prêts à faire un sacrifice, non pas par la voie de l'aide directe à la nation envahie — cette aide, nous l'accorderons de grand cœur à tous les réfugiés, en leur facilitant l'accès au pays et à l'emploi et en cherchant à leur octroyer d'autres faveurs — mais en nous attaquant à l'institution des ambassades. J'avoue que cela me laisse rêveur, alors que j'aurais très bien compris — et accepté — la proposition d'accréditer sans retard un de nos représentants à Prague, afin de faire éclater notre sympathie pour les malheureux Tchécoslovaques. Pour ma part, je préfère éviter de nous donner l'air de vouloir combattre une épidémie, en envoyant se promener deux ou trois patients atteints de claudication. Qu'on n'oublie pas le fait que, dans le monde, nous avons voix au chapitre, malgré notre exigüité territoriale. Si, donc, le Luxembourg y apparaît comme une notion très concrète de l'existence nationale, de l'indépendance et de la liberté chèrement acquises par une volonté d'être et de bien-être ou d'être bien, c'est à ses représentations officielles qu'il le doit en

tout premier lieu. Je ne voudrais pas voir amoindrir ce prolongement vivant de notre peuple, dont l'extension vers les autres pays est d'une nécessité vitale.

Les efforts supplémentaires que nous serions dans le cas de faire, sur le plan de la sécurité communautaire, ne pourront être réalisés que dans la poursuite de la politique de détente. Nous avons constaté que dans le mouvement généralisé des bonnes relations entre l'Est et l'Ouest, il y avait une essence, mordant sur le bloc oriental. Cet élément n'est pas venu à manquer; il est toujours agissant, malgré la réaction des Cinq, qu'on verra mal nier le succès après l'avoir prouvé par leur intervention sanglante. Cette politique est toujours perfectible, certains risques devant être éliminés et plusieurs malentendus rendus impossibles. Dans cette optique, l'OTAN, maintenue intacte, pourra changer d'objectifs, selon les circonstances. En préconisant un retour, difficile peut-être et lent en tout cas, mais absolument nécessaire, à la confiance, réalisée dans la détente et protégée par les moyens les plus efficaces de la vigilance collective, nous devrions, dans le progrès, pouvoir revoir notre politique du désarmement à poursuivre, elle aussi, sur de nouvelles bases et selon d'autres critères.

Il se peut, certes, que dans la poursuite énergique de la politique dite de détente, nous ayons pris nos rêves d'une coopération pacifique, d'après les règles admises entre gens de bonne foi, pour des réalités; il est à peu près sûr que, dans nos calculs, nous ayons commis des erreurs d'appréciation, est-ce suffisant pour renoncer à nos efforts? Je ne crois pas, bien au contraire, je suis d'avis qu'il nous faudra reprendre les affaires à leur point de début.

Il ne serait peut-être pas oisif de réfléchir à la question suivante: Les pays à obédience soviétique, auraient-ils tenté le coup de Prague, en présence d'une vraie Europe unie, d'une Europe forte, décidée et embrassant l'ensemble des pays libres de l'Occident?

Malheureusement, l'Europe n'est pas encore cette force déterminante dans la compétition des super-puissances, cherchant à se disputer la possession des planètes. La conclusion s'impose d'elle-même: il faut activer et réactiver le renforcement de ce qui existe, afin de faire le poids dans le jeu infernal, engagé depuis une vingtaine d'années. Seulement, voilà: à l'Occident nous avons un peu l'air vabanquier, depuis que nous nous sommes réunis autour d'une table pour décider du sort de notre continent. Les cinq sixièmes sont pour la fermeté dans l'entreprise, mais pour que l'action puisse être, il faut une entité. Et elle est difficile à se parfaire.

Faut-il suivre la France? Où nous mènera-t-elle? Vers l'Oural ou nulle part? Serons-nous, par la force des événements qui viennent d'ébranler la thèse de Paris, prêts à aller vers la Grande-Bretagne? L'alternative n'est pas douteuse.

Et pourtant il faudra persévérer dans la politique de persuasion pratiquée à l'égard de la France. Combien de temps encore? Déjà on me dit: Après tant d'échecs, après tant de défaites infligées à notre meilleure volonté, après tant de tentatives faites pour

progresser par le biais, faut-il continuer à fatiguer les candidats? Nous arrêterons-nous à une petite Europe à peine viable? Ne devrions-nous pas, enfin, tenter quelque chose de vraiment nouveau, quitte à le faire sans la France, si elle ne veut pas, mais à ne jamais le faire contre la France?

Voilà le dilemme que les événements ont fait surgir. Voilà notre choix à faire! Il n'y a qu'une possibilité, celle qui concerne l'Europe, la plus grande Europe, — à condition toutefois que sa mise en marche n'ébranle en rien les Communautés existantes.

Rien ne sert de répondre à un entêtement individuel par un entêtement collectif, il faut enfin prendre une décision capitale. C'est avec satisfaction que je constate qu'une idée qui m'est chère est en train de se réaliser: l'U.E.O. offrant un cadre prometteur aux pourparlers entre les Six et la Grande-Bretagne, sans qu'elle puisse être prise pour un « Ersatz » à l'admission des pays candidats à la C.E.E., les Ministres ont décidé de se réunir à Rome pour y faire une nouvelle tentative d'approche.

Le Benelux ayant fonctionné à merveille, durant toutes ces semaines d'actions et d'agitation politiques, alors qu'on ne parle plus d'une réforme d'institutionnalisation, les trois pays ont pu se mettre d'accord sur des lignes de conduite qui, je l'espère, aideront à réaliser des progrès sensibles dans la formation définitive des Communautés.

La politique étrangère d'un pays ne peut se concevoir qu'en fonction du principe vital qui s'exprime dans l'indépendance et dans la liberté de ses citoyens, l'indépendance se mesurant à la force créatrice des éléments culturels et à l'importance productive de l'économie, alors que la liberté s'accomplit dans la stabilité d'une fortune nationale assez élevée pour garantir un minimum de confort à chaque individu, cet individu étant prêt à défendre les choses acquises dans la volonté commune de décider du sort de la patrie. C'est dire que les relations internationales ne sont pas les seules données à envisager, quand on se met à examiner la situation du moment: la sécurité est exposée à des dangers venant de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur. Dès que les fondements nationaux sont diminués dans leur solidité, soit par un train de vie dont la substance n'est plus le résultat d'efforts continus dans la production, soit par le refus catégorique d'accorder les sacrifices individuels nécessaires à l'accomplissement de tâches nationales de plus en plus étendues, soit encore par l'indifférence générale marquée à l'égard des plus simples et des plus naturels devoirs civiques, alors les signes manifestes du déclin annonceront un avenir difficile, allant s'épanouir bientôt sous la tutelle d'un trust banquier étranger, sinon sous la botte d'un envahisseur.

Vu de cette plate-forme élevée, il devient de plus en plus évident que le Luxembourg, avec une aisance étonnante, semble se mouvoir dans une sorte d'euphorie permanente, peu enclin à se préoccuper des changements fondamentaux opérés sur le plan international, où des situations explosives, d'un jour à l'autre, pourraient anéantir son état de privilégié.

Je crois qu'il est de notre devoir de faire voir, de temps à autre, combien nous sommes vulnérables dans notre stabilité sociale apparente et à quel degré nous paraissions vivre au-dessus de nos moyens, alors que des millions d'êtres n'ont ni la liberté ni les vivres nécessaires à l'existence vraiment humaine.

Qu'à la lumière aveuglante des événements tchécoslovaques ces vérités primaires soient méditées pendant quelque temps ! Et qu'elles provoquent des élans de cœur et d'esprit qui soient salutaires !

*

Voici le texte de la motion proposée par les trois partis nationaux et adoptée à mainlevée par la Chambre des Députés, à l'issue du débat qui a suivi la déclaration du Ministre des Affaires Etrangères :

MOTION

La Chambre des Députés après avoir entendu la déclaration de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères sur les événements en Tchécoslovaquie et leurs répercussions dans le monde libre,

s'associe aux protestations déjà faites à l'époque tant par le Gouvernement que par les partis politiques nationaux qui ont condamné l'invasion de la

Tchécoslovaquie par des troupes du Pacte de Varsovie, faite en violation du droit imprescriptible de libre autodétermination de tous les pays,

exprime sa solidarité avec la Tchécoslovaquie durement éprouvée et rend hommage au courage de ce peuple soumis à occupation étrangère,

réprouve l'attitude du Parti Communiste luxembourgeois qui a pris inconditionnellement fait et cause pour l'agresseur, se distançant ainsi des sentiments de l'opinion publique luxembourgeoise,

prie le Gouvernement de donner des facilités accrues aux réfugiés tchécoslovaques qui sollicitent un asile au Grand-Duché,

engage le Gouvernement à veiller à ce que le personnel des Ambassades des pays agresseurs du Pacte de Varsovie soit limité à des proportions correspondant à leur rôle et leur importance réels,

invite le Gouvernement à persévérer dans ses efforts pour que, par une politique de fermeté, l'élargissement et le renforcement des Communautés Européennes soient réalisés sans retard,

émet d'une façon générale le vœu que, sur le plan mondial, les libertés démocratiques et les droits de l'homme soient partout respectés et la paix rétablie dans toutes les parties du monde.

et passe à l'ordre du jour.